



CATALOGUE DES FORMATIONS IHEMI

2024

Formations en sécurité et justice

Formations en intelligence
et sécurité économiques

Formations en management des risques,
gestion et communication de crise

Formations des cadres de l'État





Formations



Etudes et
recherches



Diffusion de
connaissances



Prospective

L'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI)

Créé en 1989, l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur dispense un large éventail de formations à destination des responsables des secteurs public et privé.

Les formations proposées peuvent avoir lieu à l'École militaire de Paris, au Fort de Charenton à Maisons-Alfort, en province ou bien à distance.

L'Institut assure quatre grandes missions

1. Former des hauts responsables des secteurs privé et public aux questions de sécurité intérieure et de justice, de gestion de crise, d'intelligence et sécurité économiques, de citoyenneté.
2. Conduire des études en associant des chercheurs, des universitaires et des acteurs de terrain pour accompagner les politiques publiques.
3. Diffuser des connaissances au travers de revues, rapports, colloques et journées d'études.
4. Anticiper et proposer des analyses prospectives permettant de préparer les crises de demain.

La formation

Des sessions nationales aux cycles d'études, les formations de l'IHEMI accueillent des centaines d'auditeurs chaque année. Au cours de ces formations, les auditeurs assistent à des interventions d'experts reconnus, effectuent des déplacements de terrain, réalisent des travaux de groupes ou individuels et des voyages d'études.

La recherche

L'Institut dispose d'une capacité de recherche propre, lui permettant de conduire des études, seul ou en coopération avec d'autres organismes français ou étrangers. Il étudie par exemple les questions liées à la criminalité organisée, les relations entre police et population, les phénomènes de radicalisation, la gestion de crise, etc.

La diffusion des connaissances

Plusieurs publications sont produites et diffusées par l'Institut : les *Cahiers de la sécurité et de la justice*, la *Lettre d'information sur les risques et les crises* (LIREC).

Une vingtaine de conférences et de colloques ouverts au public est organisée chaque année par l'IHEMI. Près de 2 000 personnes y assistent.

La prospective

L'Institut consacre une partie de ses travaux à des études de prospective. Depuis le début de l'année 2023, avec l'arrivée d'un délégué à la prospective, l'IHEMI contribue à la relance d'une démarche de sensibilisation et d'acculturation des différentes entités du ministère à la culture de prospective. Aux côtés de la mission dédiée à ce sujet au sein du Secrétariat général (MEPATE), l'Institut apporte son expertise et son réseau au sein du monde universitaire et de la recherche.

7
formations
annuelles

Thèmes



Sécurité et justice



Protection des entreprises
et intelligence économique



Management stratégique
de la crise



Citoyenneté



Intelligence artificielle



Des formations
pour des publics spécifiques



Des formations
sur mesure
pour les administrations
et les entreprises

FORMATIONS

Formations en sécurité et justice	4
Session nationale Sécurité et justice.....	6
Session régionale Jeunes Sécurité et justice	8
Cycle de la Citoyenneté.....	9
Collaborateurs parlementaires.....	10
 Formations en intelligence et sécurité économiques	12
Session nationale Protection des entreprises et intelligence économique	14
De la veille à l'analyse	16
Manager sûreté	17
SKEMA Business School.....	18
Référent de sécurité économique des organismes de la recherche publique	19
Officiers de sécurité.....	20
Cycle Cybersécurité	21
Formations sur mesure.....	22
 Formations en management des risques, gestion et communication de crise	24
Session nationale Management stratégique de la crise	26
Formations sur mesure.....	28
Communication de crise et media training à destination des COMEX et CODIR des opérateurs et entreprises stratégiques	29
Référent PCA (Plan de continuité d'activité)	30
Équipes de crise de grands opérateurs ou acteurs publics	31



300 auditeurs
dans les sessions nationales et cycles chaque année

+ 2500 personnes / an
en formation courte

5 000 auditeurs
de formations longues depuis 1989

150 formations
proposées / an

COMEX et CODIR des opérateurs et entreprises stratégiques	32
Écoles et universités	33
Management stratégique de la crise pour le secteur sportif et événementiel	34
Cycle Anticipation en gestion de crise	35

Formations des cadres de l'État *	36
Cycle des hautes études du ministère de l'Intérieur	38
Cycle supérieur Ariane	39
Cycle supérieur d'Intelligence artificielle (CSIA)	40
Séminaire Tour extérieur des administrateurs de l'État	41
Référents en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale	42
Séminaires d'études et de réflexion	43
Journées d'études et de réflexion numériques	44
Les Matinales numériques	45
Préfets et procureurs	46
Cycles supérieurs d'Études territoriales (CSET) de niveau I et niveau II	47-48
Les RETEX	49
Chaîne de commandement territorial (CCT)	50
Communication de crise et media training	51
Formation au profit de l'École de Guerre	52
Formation au profit de l'INSP	53

Liste des partenariats	54
-------------------------------------	----

(*) Les agents de l'État ont accès à l'ensemble des formations des 3 précédentes sections du catalogue.



Formations en sécurité et justice

P.6

Session nationale Sécurité et justice

P.8

Session régionale Jeunes Sécurité et justice

P.9

Cycle de la Citoyenneté

P.10

Collaborateurs parlementaires





Session nationale Sécurité et justice



Formation annuelle



1 an | Une semaine par mois de septembre à juin
343 heures



Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur
www.ihemi.fr/formations

Candidatures ouvertes
de mars à juin



Admission

Sur dossier et
entretien individuel



Tarifs

De 3 000 € à 7 500 €
selon la structure
d'emploi de l'auditeur
(contacter le département
sécurité et justice pour
plus d'informations)



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

snsj-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 44 42 48 74

Afin de permettre à un public de haut niveau concerné par les problématiques de sécurité et de justice d'appréhender les risques et menaces contemporains, l'IHEMI propose depuis sa création, en 1989, la session nationale Sécurité et justice.

Objectifs

- Expliquer la place et le rôle des acteurs concourant à la sécurité et au système judiciaire national.
- Appréhender les grands enjeux contemporains de la sécurité et de la justice.

Organisation

Des séminaires de 4 à 5 jours par mois composés de :

- interventions d'acteurs de premier rang lors de conférences et de tables rondes ;
- déplacements sur le terrain ;
- travaux de groupe ;
- voyages d'études (le premier consacré à l'Union européenne à Bruxelles et La Haye, le second en métropole ou en Outre-mer afin d'illustrer une thématique locale et le dernier en fin de formation dans un pays partenaire de la France).



Découvrir et rencontrer les acteurs de terrain de la sécurité et de la justice

Grâce aux nombreux partenariats qu'il a noués, l'IHEMI permet à ses auditeurs d'accéder à des acteurs de terrain qualifiés et de se rendre sur des sites habituellement fermés au public : visites au sein du GIGN et du RAID, immersions en brigade anti-criminalité de la Police nationale et en peloton de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie nationale, immersions en maison d'arrêt, visites des services des douanes des aéroports franciliens, découverte de l'Institut de recherches criminelles de la Gendarmerie nationale et du laboratoire centrale de la préfecture de police de Paris, présentation de la salle de commandement de la direction de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police de Paris, État-major de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris, sécurité de grands événements (Internationaux de France de Roland Garros, matchs de football du PSG au Parc des Princes, concerts à l'AccorHotels Arena, etc.). Les auditeurs découvrent ainsi les services de sécurité et de justice dans leur fonctionnement opérationnel quotidien, tout en assistant à des conférences de haut niveau pour penser les enjeux de sécurité et de justice d'aujourd'hui et de demain.

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré
par arrêté ministériel
(parution au Journal
officiel)



Publics

Une centaine d'auditeurs sélectionnés parmi :

- les élus nationaux et locaux ;
- les membres du Conseil économique, social et environnemental ;
- les magistrats de l'ordre judiciaire, financier et administratif ;
- les administrateurs des assemblées parlementaires et du Conseil économique, social et environnemental ;
- les hauts fonctionnaires d'État, territoriaux et hospitaliers membres des corps recrutés par la voie de l'Institut national du service public ou de niveau équivalent, les agents contractuels de haut niveau ;
- les commissaires divisionnaires de la Police nationale ;
- les officiers supérieurs des trois armées, de la Gendarmerie nationale et des Sapeurs-pompiers, du grade de colonel ;
- les universitaires et chercheurs de haut niveau ;
- les cadres supérieurs, dirigeants et associés d'entreprise ;
- les membres des professions juridiques et judiciaires ;
- les dirigeants syndicaux nationaux ;
- les journalistes ;
- les personnalités qualifiées exerçant dans les secteurs économique, social, scientifique, juridique, associatif et culturel ;
- des auditeurs issus des institutions européennes ;
- des auditeurs étrangers, issus des corps supérieurs de la police, de l'armée et de la justice, maîtrisant la langue française, sur proposition de leurs autorités nationales respectives, relayée par les ambassades ;
- des auditeurs étrangers issus du secteur privé exerçant leur activité en France.

Session régionale Jeunes Sécurité et justice



Formation courte



1 semaine | trois sessions par an

EN PARTENARIAT AVEC



Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur
www.ihemi.fr/formations



Admission

Sur dossier



Tarifs

De 100 € à 500 € selon
le statut de l'auditeur
(contacter le département
sécurité et justice pour
plus d'informations)



Lieux

- Une session en province, au sein d'une école appartenant au Réseau des écoles du service public (RESP)
- Une session se déroule en juillet à l'Ecole militaire (Paris).
- Une session se déroule en octobre en partenariat avec l'université d'Aix - Marseille



Contact

securite-justice-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 44 42 48 74

Depuis 2011, l'IHEMI propose des formations à destination d'étudiants ainsi qu'à des jeunes professionnels de moins de 35 ans. Élaborée sur le modèle de la session nationale Sécurité et justice, la session régionale Jeunes est destinée à sensibiliser ce public aux grands enjeux de sécurité et de justice.

Objectifs

- Sensibiliser les étudiants aux problématiques de sécurité et de justice.
- Rapprocher l'enseignement universitaire et la pratique professionnelle de manière à attirer les étudiants à fort potentiel vers les métiers de la sécurité.
- Compléter la formation des jeunes professionnels par une approche globale des enjeux liés à la justice, la sécurité publique, la sécurité civile, etc.

Organisation

- Conférences et tables rondes avec des spécialistes nationaux et régionaux de la sécurité et de la justice.
- Visites : établissement pénitentiaire, centre de gestion de crise, palais de justice, hôtel de police, etc.
- Travaux de groupe.

Publics

Une cinquantaine d'auditeurs sélectionnés parmi des :

- étudiants en master 2, doctorat, grandes écoles, Institut d'études judiciaires (IEJ).
- actifs de moins de 35 ans de niveau cadre, au titre de la formation continue.

**Attestation de
formation de l'Institut**

Cycle de la Citoyenneté



Formation annuelle



1 an | 18 jours de septembre à avril

126 heures



Candidature

Désignation par les directions d'emploi ou candidatures spontanées, selon l'origine des auditeurs



Admission

Étude et approbation par l'IHEMI



Tarifs

1 000 €



Lieu

Fort de Charenton (Maisons Alfort), École militaire (Paris) et déplacements dans les institutions



Contact

depform-ihemi@interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)1 57 44 07 99

Le cycle de la Citoyenneté s'adresse à des cadres supérieurs de la fonction publique d'État ou territoriale, ainsi qu'à des élus et des personnes impliquées dans l'associatif ou la société civile. La formation part de l'appropriation des concepts jusqu'à la connaissance des dispositifs pratiques en lien avec les grands principes et valeurs de la République.

Objectifs

- Renforcer la connaissance des notions fondamentales, des repères historiques et sociologiques et du cadre normatif, pour en chercher la traduction sur le terrain et en interroger l'efficacité. Les sujets abordés sont : État-Nation-République, les 3 pouvoirs et leurs interactions, la fabrique de la loi, l'éducation à la citoyenneté, les leviers d'égalité des chances et de socialisation, la laïcité à la française, radicalisation et séparatisme, immigration-intégration- accès à la nationalité.
- Conforter les auditeurs en leur donnant des outils de compréhension et d'action, assurer le partage et la confrontation des expériences, engendrer des approches globales.

Organisation

Journées thématiques au cours desquelles interviennent des universitaires, des experts et des praticiens (pour la plupart issus de la haute fonction publique, élus ou magistrats), déplacements dans des lieux et institutions significatifs (Assemblée nationale et Sénat, une préfecture et une mairie, un palais de justice, le Musée national de l'histoire de l'immigration...).

Publics

Cinquante places réparties entre : encadrement supérieur de l'État, cadres supérieurs de la Police nationale, officiers supérieurs de la Gendarmerie nationale, officiers supérieurs des sapeurs-pompiers, cadres supérieurs du ministère de la Justice (magistrature, DAP, PJJ), cadres supérieurs du ministère de l'Éducation nationale, officiers supérieurs du ministère des Armées, cadres supérieurs de l'administration territoriale, élus locaux, responsables associatifs ou membres de la société civile intéressés par la thématique.

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré
par arrêté ministériel
(parution au Journal
officiel)

Formation des collaborateurs parlementaires



Formation courte



2 à 3 jours | 2 séminaires par an

EN PARTENARIAT AVEC



Candidature

Liste des auditeurs
communiquée directement
à l'IHEMI par la
questure de l'Assemblée
nationale et l'Association
pour la gestion des
assistants de sénateurs



Tarifs

Communiqués aux
services concernés



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

securite-justice-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 44 42 48 74

L'IHEMI, en partenariat avec l'Assemblée nationale et le Sénat, propose aux collaborateurs parlementaires des députés et des sénateurs de mener une réflexion sur les questions de sécurité et de justice, notamment en lien avec l'actualité législative.

Objectifs

- Renforcer les capacités de compréhension des questions de sécurité et de justice des collaborateurs parlementaires.
- Donner les outils pour développer des réflexions apportant une plus-value au traitement de ces questions dans le cadre de l'activité parlementaire.

Organisation

Deux à trois journées de formation composées de :

- conférences et tables rondes animées par des hauts fonctionnaires de la police nationale et des officiers supérieurs de la gendarmerie nationale, universitaires et magistrats ;
- visites : établissement pénitentiaire, salles de commandement, unités opérationnelles, etc.

Publics

Une cinquantaine de collaborateurs parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat.

**Attestation de
formation de l'Institut**

L'IHEMI propose

LES CAHIERS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE



Les Cahiers de la sécurité et de la justice sont une revue qui, depuis plus de vingt ans, explore toutes les dimensions autour du thème de la sécurité.

Elle constitue la publication francophone de référence pour ce qui concerne la réflexion sur ce sujet. Sa ligne éditoriale est orientée sur l'analyse des menaces et des risques du monde contemporain ainsi que sur les stratégies de réponse et les outils pour les mettre en œuvre.

À l'image de l'Institut, lieu de croisement de cultures professionnelles diverses, elle ouvre ses colonnes aux universitaires et aux chercheurs, mais également aux acteurs du monde de la sécurité et de la justice des secteurs public et privé.



Support :
papier et numérique

S'abonner :
www.vie-publique.fr

Acheter des articles :
www.cairn.info





Formations en intelligence et sécurité économiques

P.14

*Session nationale Protection des entreprises
et intelligence économique*

P.16

De la veille à l'analyse

P.17

Manager sûreté

P.18

SKEMA Business School

P.19

*Référent de sécurité économique des organismes
de la recherche publique*

P.20

Officiers de sécurité

P.21

Cycle Cybersécurité

P.22

Formations sur mesure





Session nationale Protection des entreprises et intelligence économique

**MON
COMPTE
FORMATION**



Formation annuelle



1 an | Une semaine par mois de
septembre à juin

273 heures



Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur
www.ihemi.fr/formations

Candidatures ouvertes
de janvier à juin



Admission

Sur dossier et entretien
individuel avec un jury



Tarifs

De 3 000 € à 10 000 €
selon la structure d'emploi
de l'auditeur (contacter
le département formateur
pour plus d'informations)



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

[securite-economique-ihemi@
interieur.gouv.fr](mailto:securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr)
Tél : +33 (0)6 47 47 27 72

La session nationale Protection des entreprises et intelligence économique délivre les clés de compréhension pour une analyse pertinente des situations à risques d'origine interne ou externe à l'entreprise. Les enseignements transmettent les savoirs nécessaires à la mise en place efficace de dispositifs de prévention et de protection.

Objectifs

- Développer une vision multidomaine de la sécurité-sûreté et une approche managériale et technique de la maîtrise des risques et menaces en apportant à l'ensemble des acteurs économiques, quel que soient leur secteur d'activité ou la taille de leur structure, la culture et les savoir-faire nécessaires pour appréhender le contexte et les enjeux de sécurité/sûreté auxquels ils sont confrontés.
- Concevoir la politique de sûreté comme un atout de la compétitivité en l'intégrant dans l'élaboration de la stratégie des entreprises et leur dynamique de développement.
- Favoriser les synergies entre les différents acteurs de la sûreté en construisant une vision partagée public/privée de l'intelligence et de la sécurité économiques compatible avec la sauvegarde des actifs stratégiques nationaux dans le cadre européen et international.

Organisation

Des séminaires de 5 jours par mois composés de :

- cours magistraux, conférences et retours d'expérience ;
- déplacements sur le terrain ;
- travaux individuels, de groupe et mises en situation ;
- voyage d'études.

Diplômes

Titre RNCP de niveau 7

« Expert en protection
des entreprises et
intelligence économique »
(équivalent BAC+5)

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré
par arrêté ministériel
(parution au Journal
officiel)



Une formation éligible au CPF

La participation peut être financée à partir du Compte personnel de formation (CPF) de l'auditeur. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.moncompteactivite.gouv.fr ou rapprochez-vous de votre service en charge de la formation.



Publics

Une quarantaine d'auditeurs sélectionnés parmi :

- les élus nationaux et locaux ;
- les membres du Conseil économique, social et environnemental ;
- les magistrats des ordres judiciaire, administratif et financier ;
- les administrateurs des assemblées parlementaires et du Conseil économique, social et environnemental ;
- les hauts fonctionnaires d'État, territoriaux et hospitaliers membres des corps recrutés par la voie de l'Institut national du service public ou de niveau équivalent, les agents contractuels de haut niveau ;
- les cadres de catégorie A des trois fonctions publiques et agents contractuels de niveau équivalent ;
- les commissaires divisionnaires de la Police nationale ;
- les officiers supérieurs de la Gendarmerie nationale, des trois armées et des sapeurs-pompier ;
- les universitaires et chercheurs de haut niveau des secteurs public et privé ;
- les cadres supérieurs, dirigeants et associés d'entreprise ;
- les membres des professions libérales ;
- les journalistes et acteurs de la communication ;
- les personnalités qualifiées exerçant dans les secteurs économique, social, scientifique, juridique, associatif, culturel et culturel ;
- des auditeurs issus des institutions européennes ;
- des auditeurs étrangers, issus des corps supérieurs des administrations, maîtrisant la langue française, sur proposition de leurs autorités nationales respectives, relayée par les ambassades ;
- des auditeurs étrangers issus du secteur privé exerçant leur activité en France et maîtrisant la langue française ;
- les consultants exerçant dans le secteur économique ou associatif.

Formation De la veille à l'analyse


Formation courte

**2 sessions par an
35 heures**


Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur
www.ihemi.fr/formations



Admission

Sur dossier



Tarif

2 000 €



Lieu

Distanciel ou École
militaire (Paris)



Contact

[securite-economique-ihemi@
interieur.gouv.fr](mailto:securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr)
Tél : +33 (0)6 47 47 27 72

Le cycle De la veille à l'analyse permet d'apprendre à recueillir, sélectionner, analyser et mettre en forme des informations clés concernant un secteur d'activité nécessite une formation. Cette formation spécialisée a pour but de transmettre des outils et des méthodes immédiatement utilisables pour mettre en oeuvre cette activité spécifique.

Objectifs

- Contextualiser une démarche de veille.
- Mettre en place une veille offensive, collaborative (OSINT) et prédictive.
- Mettre en pratique des outils d'extraction de contenus (crawling profond et scraping).
- Qualifier les informations collectées.

Organisation

Cette formation concilie des apports théoriques et des mises en pratique. Elle permet d'aborder les thématiques suivantes:

- situer l'intérêt de la veille dans une stratégie d'intelligence économique.
- intégrer la veille dans un processus structuré de recherche de l'information stratégique.
- comprendre une demande de veille et identifier les besoins en matière de recherche d'information.
- élaborer un plan de veille (plan de renseignement et plan de recherches).
- présenter la méthodologie qui permet de cibler ses sources d'information.
- découvrir un outil professionnel de traitement et de captation de données sur le web en sources ouvertes.
- explorer le « deep web » et le « dark web ».
- observer la collecte et définir des critères de sélection.
- assurer tout au long du processus la confidentialité des recherches.
- construire des cartographies opérationnelles, ainsi que des arbres de la connaissance et de la décision.

Publics

- Salariés des secteurs privé et public.
- Entrepreneurs et autoentrepreneurs.
- Indépendants, professions libérales, consultants.
- Responsables associatifs.
- Étudiants de niveau bac+5, équivalent ou supérieur.

**Attestation de
formation de l'Institut**

Formation Manager sûreté

EN PARTENARIAT AVEC



Formation courte

**2 sessions par an
35 heures**



Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur
www.ihemi.fr/formations



Admission

Sur dossier



Tarifs

3 800 €



Lieu

École militaire (Paris)
ou distanciel



Contact

[securite-economique-ihemi@
interieur.gouv.fr](mailto:securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr)

Tél : +33 (0)6 47 47 27 72

Diplôme

**Certificat de formation
professionnelle
Manager Sûreté**

**Cette formation certifiante
Manager Sûreté couvre
le bloc de compétences
BC02 « Élaborer,
implémenter et gérer la
politique de protection des
actifs » de la formation
certifiante RNCP 37757
de niveau 7 « Session
nationale Protection des
entreprises et intelligence
économiques » délivrée
par l'IHEMI**

Depuis 2011, l'IHEMI et le Club des directeurs de sécurité et de sûreté des entreprises (CDSE) proposent la formation Manager sûreté qui vise à transmettre les clés de compréhension et d'analyse ainsi que les cadres juridiques utiles à l'exercice de fonctions dans le domaine de la sûreté.

Objectifs

1. Élaborer et mettre en œuvre une gouvernance et une politique de sûreté préventive fondée sur les principes de management des risques humains, cyber et physiques, alignée sur la stratégie de l'organisme.
2. Concevoir et implémenter une gouvernance et un plan de sécurité-sûreté intégré au système de management de l'organisme.
3. Appréhender et mettre en cohérence les activités du manager sûreté avec la continuité d'activité, la gestion de crise et la résilience.

Organisation

- Des cours magistraux, des conférences, des retours d'expérience et des cas pratiques.

Le département fait appel à son réseau d'intervenants composé d'experts et praticiens reconnus dans les domaines de la gestion de la sécurité-sûreté, des risques, de la continuité d'activité, de la gestion de crise, principalement issus du secteur privé.

Chaque conférence est modérée par un membre du département intelligence et sécurité économiques.

- Des supports pédagogiques (cours dispensés, sélection de documents et références complémentaires) sont diffusés aux stagiaires.

Publics

- Responsables des directions sûreté/sécurité.
- Responsables de gestion des risques d'actifs publics ou privés.
- Tout professionnel issu de la sphère publique ou privée souhaitant intégrer cette fonctions.

Étudiants de la SKEMA Business School

EN PARTENARIAT AVEC

skema
BUSINESS SCHOOL



Formation courte



60 heures | Répartis en 2 modules



Candidature

Formation réservée aux étudiants du Master of science International Strategy & Influence



Admission

Procédure académique



Tarifs

Sur mesure



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 72

Depuis près d'une décennie, Skema Business School et l'IHEMI mettent en commun leurs expertises en intelligence économique afin de sensibiliser des étudiants à la sécurité économique.

Elle vise à permettre aux étudiants de compléter leurs connaissances du monde de l'entreprise et de l'environnement concurrentiel international pour y apporter une nouvelle grille de lecture stratégique.

Cette collaboration s'effectue dans le cadre du Master of Science "International Strategy et Influence" organisé par Skema Business School.

Objectifs

- Donner aux étudiants une culture approfondie dans le domaine de la sécurité économique et la protection des entreprises.
- Permettre aux étudiants de connaître les acteurs de la sécurité économique.
- Développer leur capacité à déceler et classer les vulnérabilités rencontrées par les organisations.
- Apporter la connaissance théorique et pratique des outils de l'intelligence économique et de la gestion de crise.

Organisation

- 2 modules de 5 jours.
- Des cours magistraux et des conférences ainsi qu'une visite de site sous l'angle de la sécurité économique.
- 4 pôles thématiques principaux :
 - nouveaux risques et nouveaux défis ;
 - la sécurité économique et les organisations ;
 - web 3.0 : Menaces et atouts ;
 - la gestion de crise.

Publics

Le Master of Science "International Strategy et Influence" est ouvert en formation initiale et continue aux titulaires d'un master 1 ou équivalent. La sélection des candidats est effectuée par Skema Business School.

**Attestation de
formation de l'Institut**

Formation Réfèrent de sécurité économique des organismes de la recherche publique



Formation courte



35 heures



Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur
www.ihemi.fr/formations



Admission

Sur dossier, en lien avec le ou
les organismes partenaires



Tarifs

1 500€



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

[securite-economique-ihemi@
interieur.gouv.fr](mailto:securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr)

Tél : +33 (0)6 47 47 27 72

Dans le cadre du renforcement de la politique interministérielle de sécurité économique instituée depuis 2019 et de sa mise en œuvre territoriale, les pouvoirs publics ont décidé d'accompagner de manière approfondie les acteurs de la recherche et de l'innovation, tout en développant leurs compétences internes en matière de sécurité économique. La désignation de référents de sécurité économique au sein des SATT et les pôles de compétitivité s'inscrit dans le cadre de cette politique.

Objectifs

- Définir et mettre en place une politique de prévention et de traitement des risques en développant une vision globale de la sécurité économique.
- Concevoir et animer une politique de sûreté susceptible de s'intégrer dans l'élaboration de la stratégie et la dynamique de développement de la SATT ou du pôle de compétitivité concernés.
- Comprendre le rôle et l'articulation des différents acteurs de la sécurité économique sur le plan national et à l'échelon territorial.

Organisation

L'organisation de la formation est assurée par le département intelligence et sécurité économiques de l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI), en lien avec la Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI) du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) et selon les orientations validées par le comité de liaison de sécurité économique (COLISE).

Publics

- Référents de sécurité économique des SATT.
- Personnels assurant des missions similaires au sein d'autres types de structures de valorisation de la recherche et de soutien à l'innovation relevant du MESRI et des pôles de compétitivité.
- Le nombre de participants est volontairement limité à 25 par session pour favoriser les échanges et l'expression.

**Attestation de
formation de l'Institut**

Formation des officiers de sécurité

EN PARTENARIAT AVEC



Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur
www.ihemi.fr/formations



Admission

Sur dossier



Tarifs

600 € pour les candidatures
issues de structures publiques
et 900 € pour celles du privé



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

os-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)6 47 47 27 72



Formation annuelle



Trois à quatre sessions par an

22 heures

Le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) propose, diffuse et fait appliquer et contrôler les mesures nécessaires à la protection du secret de la défense nationale. Afin de renforcer la chaîne de sécurité du secret constituée par les officiers de sécurité, le SGDSN et l'IHEMI se sont associés pour leur proposer cette formation.

Objectifs

- Apporter une formation plus spécifique à travers le module complémentaire optionnel (sécurité nucléaire, le secret dans les contrats...).
- Approfondir et compléter la formation des officiers de sécurité par une approche globale des enjeux de sécurité ayant trait à la préservation du secret de la défense nationale.
- Favoriser les échanges dans le cadre d'une formation généraliste regroupant des profils d'expérience et d'origine géographique hétérogènes.
- Encourager le dialogue entre les participants et avec les intervenants au plus près des préoccupations communes, en décloisonnant les univers professionnels.

Organisation

Cycle de conférences avec des experts de la protection du secret de la défense nationale et des praticiens: représentants du SGDSN, de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), du ministère de l'Intérieur, de la DGSI, etc.

Publics

30 à 40 auditeurs sélectionnés parmi des :

- agents des services des hauts fonctionnaires de défense et de sécurité ;
- officiers de sécurité et leurs adjoints (secteurs public et privé) ;
- toute personne en charge des questions de protection du secret de la défense nationale.

Chaque candidat doit être en mesure de justifier d'une habilitation au secret de la défense nationale (produire un certificat de sécurité lors de l'inscription).

Attestation de
formation de l'Institut

Cycle Cybersécurité



Formation courte



11 > 14 mars 2024 - 2 > 4 avril 2024

42 heures



Candidature

Sur sélection de la
DRH /DMATES
ou des administrations concernées



Tarifs

Financement DRH/SDRF pour
les agents du MIOM



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

securite-economique-ihemi@
interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)1 76 64 89 99

Ayant constaté le besoin massif d'acquérir des repères en matière de cybersécurité notamment à l'échelon territorial, le cycle Cybersécurité, co-produit avec le ComCyberMI, permet à des hauts cadres du ministère de l'Intérieur d'être sensibilisé au contexte, aux enjeux et réponses face aux menaces et risques cyber visant les structures de l'administration publique.

Objectifs

Cette formation offre aux participants une occasion d'échanger avec l'ensemble des acteurs et permet de créer au sein de l'administration publique une véritable culture de la cybersécurité basée sur des connaissances communes.

Organisation

2 modules (module 1 du 11 au 14 mars 2024, module 2 du 2 au 4 avril 2024) aborderont les thématiques suivantes :

- panorama des cybermenaces ;
- connaissance des acteurs et moyens étatiques de lutte contre la cyberdélinquance ;
- cybercriminalité : le cadre et les mesures d'investigation et de traitement ;
- se préparer à la gestion d'une crise cyber ;
- soutenir une politique de cybersécurité dans les territoires.

Deux déplacements au COMcyber MI à Pontoise et au CNF Cyber à Lille pour découvrir les outils de veille, d'alerte et d'enquête sont programmés durant les séminaires.

Publics

Le cycle Cybersécurité réunit une vingtaine de hauts cadres d'administration publique : autorité préfectorale, hauts cadres des directions du ministère de l'Intérieur fonctionnaires et militaires. Ce cycle se donne pour ambition de constituer un réseau d'excellence interministériel pour la gestion de crises cyber qui peuvent toucher les entreprises ou les établissements publics au sein des territoires.

**Attestation de
formation de l'Institut**



Les formations sur mesure

du département Intelligence et sécurité économiques

Le département Intelligence et sécurité économiques de l'IHEMI conçoit des formations sur mesure pour le compte d'organismes publics et privés. Il est ici proposé un aperçu de formations créées et développées par le département. Celles-ci sont réservées au personnel ou aux étudiants des entités concernées.

Vous êtes intéressé par la mise en place d'une formation en intelligence économique et

protection des entreprises? Le département vous accompagne pour définir votre besoin, établir l'ingénierie pédagogique, faire appel aux intervenants adéquats et organiser la logistique de la formation.

Contact

securite-economique-ihemi@interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 72



LIREC, LA REVUE TRIMESTRIELLE de l'IHEMI sur la gestion de crise



La *Lettre d'information sur les risques et les crises (LIREC)* s'intéresse aux méthodologies de prévention des risques, de gestion de crise, ainsi qu'à l'étude des politiques de secours.



Support:
numérique

Accès libre sur:
www.ihemi.fr





Formations en management des risques, gestion et communication de crise

P.26

Session nationale Management stratégique de la crise

P.28

Formations sur mesure

P.29

*Communication de crise et media training à destination
des COMEX et CODIR des opérateurs et entreprises stratégiques*

P.30

Référent PCA (Plan de continuité d'activité)

P.31

Équipes de crise de grands opérateurs ou acteurs publics

P.30

*COMEX (Comité exécutif) et CODIR (Comité de direction)
des opérateurs et entreprises stratégiques*

P.33

Écoles et universités

P.34

*Management stratégique de la crise pour le secteur sportif et
évènementiel*

P. 35

Cycle Anticipation en gestion de crise





EDITION
SPECIALE

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
*Liberté
Égalité
Proximité*


IHEMI
INSTITUT
HAUTE NORMANDIE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Session nationale Management stratégique de la crise

**MON
COMPTE
FORMATION**



Formation annuelle



1 an | Une semaine par mois
de septembre à juin

252 heures



Candidature

Dossier de candidature
et convention à
télécharger sur
[www.ihemi.fr /formations](http://www.ihemi.fr/formations)
Candidatures ouvertes
de février à juin



Admission

Sur dossier et entretien
individuel avec un jury



Tarifs

De 3 000 € à 10 000 €
selon la structure d'emploi
de l'auditeur (contacter
le département formateur
pour plus d'informations)



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

snc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

La session nationale Management stratégique de la crise met les participants en capacité de piloter, dans leur structure, une politique efficace de gestion des risques et de réponse aux crises et de créer les conditions d'une culture de crise adaptée aux contraintes sociétales et économiques.

Objectifs

- Compréhension des risques et des crises.
- Prise de décision et gestion du stress en situation d'incertitude.
- Mise en place de plans de crise, de plans de continuité d'activité et de procédures d'anticipation.
- Compréhension des enjeux de la communication de crise.
- Mise en place de retours d'expérience.

Organisation

10 séminaires de 4 jours de septembre à juin, composés de :

- cours magistraux, conférences et retours d'expérience de grands témoins ;
- exercices de crise sur le plateau de crise de l'Institut ;
- ateliers de media training sur le plateau technique ;
- visites de centres opérationnels ;
- travaux de groupe ;
- voyage d'études.



Une formation éligible au CPF

La participation peut être financée à partir du Compte personnel de formation (CPF) de l'auditeur. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.moncompteactivite.gouv.fr ou rapprochez-vous de votre service en charge de la formation..



Un centre de formation d'excellence à la gestion de crise

L'Institut dispose d'un centre spécifique sur plus de 350 m² pour les formations à la gestion de crise. Situé à l'École militaire avec trois salles de crises en parallèle, il permet de reconstituer une cellule de crise au sein d'une organisation, quelle que soit sa nature, son positionnement ou sa taille.

Les salles de crise sont équipées des moyens techniques les plus performants, aussi proches que possible de la réalité vécue par les stagiaires. Le centre dispose également de deux salles dédiées au media training en communication sensible et de crise.

Diplômes

Titre RNCP de niveau 7

« Responsable gestion
de crise » (équivalent
BAC+5)

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré par
arrêté ministériel (parution
au Journal officiel)

Possibilité de valider un
bloc de compétence pour
la formation Protection des
entreprises et intelligence
économique



Publics

Une vingtaine d'auditeurs sélectionnés parmi :

- les hauts fonctionnaires d'État, territoriaux et hospitaliers membres des corps recrutés par la voie de l'Institut national du service public ou de niveau équivalent, les agents contractuels de haut niveau ;
- les magistrats ;
- les cadres de catégorie A des trois fonctions publiques et agents contractuels de niveau équivalent ;
- les officiers supérieurs de la Gendarmerie nationale, des trois armées et des sapeurs-pompiers ;
- les commissaires et les commissaires divisionnaires de la Police nationale ;
- les cadres supérieurs, dirigeants et associés d'entreprise ;
- les administrateurs des assemblées parlementaires et du Conseil économique, social et environnemental ;
- les élus nationaux et locaux ;
- les journalistes ;
- les cadres issus des institutions européennes ;
- les auditeurs étrangers, issus des corps supérieurs de la police, de l'armée, de la justice, de la sécurité civile ou de l'administration d'Etat, maîtrisant la langue française, sur proposition de leurs autorités nationales respectives, relayée par les ambassades ;
- les auditeurs étrangers issus du secteur privé exerçant leur activité en France et maîtrisant la langue française.



Activités de formation du département risques et crises

Le livre blanc de la sécurité intérieure de 2020 conforte le positionnement de l'IHEMI en tant que référent des formations sur l'ensemble du périmètre de la gestion de crises. Au sein de la direction de la stratégie des risques et des relations internationales, le département Risques et crises (DRC) dispense des formations de haut niveau à la gestion et à la communication de crise et au plan de continuité d'activité, destinées aux managers et décideurs des sphères publiques et privées.

En parallèle de la session nationale Management stratégique de la crise, le DRC propose une offre de formation sur mesure sur l'ensemble du spectre de la gestion et de la communication de crise, sous la forme de modules thématiques à assembler au gré des besoins identifiés.

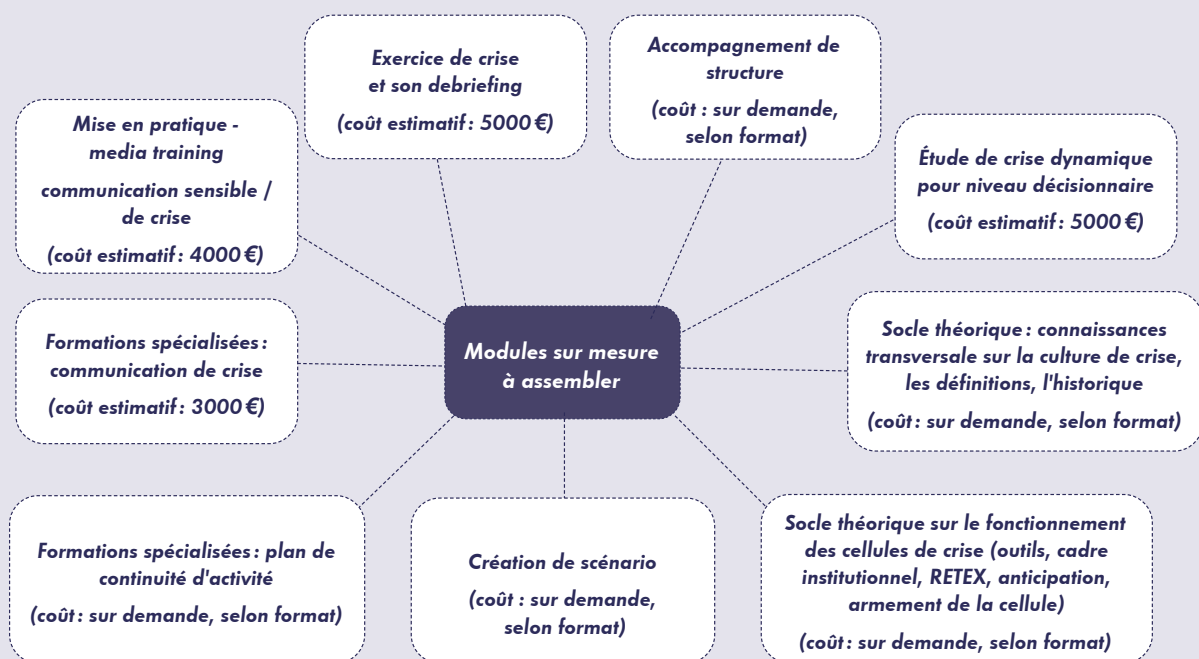
Chaque module peut être proposé séparément en fonction du niveau de maturité et/ou des besoins de l'organisation partenaire. Il peut être conduit dans le cadre d'une action de formation ou dans le cadre d'un accompagnement personnalisé.

Un plateau technique dédié à la mise en situation des auditeurs : exercices de crise et media training

Le plateau technique de l'IHEMI dédié aux exercices immersifs de gestion de crise et de media training permet la tenue de plus de 100 exercices de crises par an. Sur une surface de 350m² au cœur du site de l'École militaire à Paris, 5 salles de simulation de crise, d'animation d'exercices et de media training permettent à l'équipe de formateurs de l'IHEMI de mettre en situation de prise de décision sous tension et dans l'incertitude les auditeurs, via une bibliothèque de plus d'une vingtaine de scénarios d'exercices régulièrement actualisés et d'une trentaine de situations de media training.

Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87



Formation en communication de crise et media training à destination des COMEX et CODIR des opérateurs et entreprises stratégiques



Formation courte



Entre 1/2 journée et 2 jours
modules à la demande



Candidature

Session sur mesure organisée
à la demande avec les
institutions partenaires



Tarifs

Sur mesure



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@

interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Ces formations sont à destination soit des hauts dirigeants amenés à prendre la parole devant les médias en situation sensible ou de crise, soit aux équipes de communication et aux communicants, en charge de préparer les stratégies de communication, leur mise en œuvre et les prises de paroles.

Objectifs

- Comprendre les enjeux et les principes de communication en situation tendue.
- Décrypter le processus de médiatisation des crises, appréhender les attentes de la population, comprendre le fonctionnement des médias.
- Comprendre les caractéristiques de l'opinion et identifier les facteurs de risque d'opinion.
- Définir et mettre en place une stratégie de communication de crise.
- Les réseaux sociaux en temps de crise : comprendre leurs clés de fonctionnement.
- Se préparer à une interview : règles de base, maîtrise de la parole, de son discours.
- Élaborer des messages clés adaptés à la diversité des publics cibles.
- Faire face à tous types de questions.

Organisation

2 modules complémentaires :

- apports théoriques et kits réflexes de communication de crise ;
- mise en pratique, partage de bonnes pratiques et analyse de cas d'actualité média training.

Publics

8 à 12 personnes maximum par session de média training.

**Certificat
de réalisation**

Formation Référént PCA (Plan de continuité d'activité)



Formation courte



2 jours

modules à la demande



Candidature

Session sur mesure organisée
avec les institutions partenaires



Tarifs

Sur mesure



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Créée en 2017, cette formation est destinée aux référents PCA nouvellement nommés ou en poste, ou à tout référent qui souhaite revoir les bases de la continuité d'activité afin de mieux les mettre en pratique.

Objectifs

Maîtriser les règles, principes, méthodes et outils pratiques de la mise en place d'une démarche de continuité d'activité au sein d'une entité.

Organisation

Théorie

- Connaître le cadre gouvernemental et normatif.
- Identifier et connaître les mécanismes de PCA.
- Élaborer et piloter la mise en œuvre un plan de continuité d'activité.
- Participer au management de la continuité d'activité au sein d'une entité.

Mise en pratique

Mise en situation « gestion de crise » avec étude de cas et réflexions collectives sur le déploiement et la mise en œuvre d'un PCA.

Publics

Entre 15 et 18 auditeurs par session.

**Certificat
de réalisation**

Formation Équipes de crise de grands opérateurs ou acteurs publics



Formation courte



Entre 1 et 4 jours
modules à la demande



Candidature

Session sur mesure organisée
à la demande avec les
institutions partenaires



Tarifs

Sur mesure



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation de niveau stratégique vise à entraîner les équipes de crise des opérateurs et des organismes publics.

Objectifs

Développer une culture transversale des risques et de la gestion des crises, dans une démarche de qualité et de culture managériale.

Organisation

Modules théoriques et ateliers de mise en pratique à construire autour des thèmes suivants :

- processus et culture de crise ;
- pilotage de crise et prise de décision ;
- stratégie de communication en crise ;
- travail sur le retour d'expérience ;
- prise en compte des facteurs humains et des compétences non techniques en gestion de crise ;
- mise en situation sous forme d'exercice de crise ;
- les facteurs humains et les compétences non techniques en gestion de crise.

Publics

Entre 10 et 20 auditeurs.

Ils nous font confiance

Château de Versailles,
Autorité de Sûreté
Nucléaire, Expertise France,
RATP, CERN...

**Certificat
de réalisation**

Formation COMEX et CODIR des opérateurs et entreprises stratégiques



Formation courte



D'une demi-journée à une journée
Modules à la demande



Candidature

Session sur mesure organisée
à la demande avec les
entreprises partenaires



Tarifs

Sur mesure



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation est à destination des équipes de crise « gold » et « silver » du secteur privé sur le territoire et à l'international. Selon le temps disponible, le format souhaité et la maturité de l'équipe de crise, elle peut inclure des modules théoriques dédiés, ou les intégrer au sein des exercices d'immersion en situation de crise.

Objectifs

Entraîner les membres d'un comité exécutif (COMEX), d'un comité de direction (CODIR) au pilotage stratégique d'une crise complexe.

L'accent est mis sur les aspects suivants :

- compréhension de la crise et de sa dynamique ;
- prise de décisions stratégiques ;
- mise en place d'une stratégie de communication de crise ;
- appréhension de l'environnement institutionnel et des parties prenantes.

Organisation

Grâce à une alternance entre mise en situation (étude de crise dynamique), théorie, partage de bonnes pratiques, propositions d'outils et de kit réflexes, il s'agit de travailler :

- le management et la prise de décision en situation sensible ;
- la communication de crise ;
- le positionnement stratégique de la cellule de crise ;
- la cartographie des acteurs et les relations inter-acteurs en gestion de crise ;
- les facteurs humains et les compétences non techniques en gestion de crise.

Étude de crise dynamique avec scénario réalisé sur mesure et adapté à la structure.

Passages en media training pour travailler la communication sensible.

Débriefing de l'étude de crise.

Publics

15 personnes maximum.

Ils nous font confiance

CERN, Engie, MAIF, AXA,
Radio France, RATP,
Musée du Louvre, Centre
Pompidou, Musée d'Orsay,
l'Institut de radioprotection
et de sûreté nucléaire
(IRSN), La Poste, Voies
navigables de France
VNF, Expertise France,
Cannes (RedBull Air Race),
Orange...

**Certificat
de réalisation**

Formation Écoles et universités



Formation courte



1 à 2 journées

Modules à la demande



Candidature

Session sur mesure organisée
à la demande avec les
institutions partenaires



Tarifs

Sur mesure



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation sur mesure est organisée au profit d'universités et écoles afin d'insuffler au plus tôt une culture de la gestion des crises adaptée aux fonctions exercées par la suite par les étudiants.

Objectifs

Cette formation vise à confronter des étudiants de cursus spécialisés ou généralistes aux symptômes de la crise et à les sensibiliser aux réflexes et bonnes pratiques en matière de gestion et de communication de crise.

Organisation

Exercices de mise en situation, comprenant des exercices de crise et des ateliers de media training.

Publics

8 à 25 auditeurs.

Ils nous font confiance

AgroParisTech,
Université Paris 1 –
Panthéon Sorbonne,
HEC, HEIP, Paris-
Descartes...

**Certificat
de réalisation**

Management stratégique de la crise pour le secteur sportif et évènementiel



Formation courte



1 séminaire par an | d'octobre à avril
80 heures



Candidature

Sur sélection de la
DRH /DMATES
du ministère de l'Intérieur
Pour les auditeurs du privé,
sélection par le CDES



Tarifs

Financement DRH/SDRF
pour les agents du MIOM



Lieu

École militaire (Paris)
Infrastructures sportives
majeures à Lyon et Toulouse



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation de quatre modules repartis sur un an, fruit d'une coopération entre le Centre de droit et d'économie du sport (CDES) et l'IHEMI, forme des hauts responsables du milieu sportif et évènementiel, à la gestion des risques et des crises, prise de décision dans l'incertitude mais aussi à la stratégie de communication de crise. Cette formation allie rencontres avec des experts publics et privés de la gestion de crise, notamment grâce à leurs témoignages de crises vécues, mises en situation et visites d'institutions publiques et sportives.

Objectif

Le cursus s'articule autour de plusieurs objectifs :

- augmenter les connaissances sur les différents types de menaces ou risques ;
- normer la capacité de gestion et de réponse face à la menace, et de définition du leadership ;
- bénéficier de retours d'expériences ;
- matérialiser la chaîne de gouvernance pour faire face.

Organisation

- Conférences faisant intervenir des acteurs de premier rang : responsables publics et privés, experts, universitaires, autour de thématiques telles que :
 - prise de décision et rôle du décideur en gestion de crise ;
 - la décision collective ;
 - facteurs humains et construction d'équipe de crise.
- Simulations de gestion de crise
 - exercice de crise ;
 - étude de crise dynamique ;
 - entraînement médiatique.
- Tables rondes : permettant des échanges d'expériences entre professionnels et auditeurs :
 - témoignage : la gestion d'une crise lors d'une manifestation d'envergure ;
 - de la planification au RETEX : étapes importantes de la gestion de crise.

Publics

Une vingtaine d'auditeurs comprenant des membres de l'autorité préfectorale, des directeurs des sécurités et chefs SIDPC, des auditeurs privés : cadres dirigeants sportifs, directeurs de sécurité de clubs professionnels, stadium managers, directeurs de sites, etc.

**Certificat
de réalisation**

Cycle Anticipation en gestion de crise



Formation courte



1 à 2 modules par an



Candidature

Sur sélection de la
DRH/DMATES
du ministère de l'Intérieur



Tarifs

Financement DRH/SDRF
pour les agents du MIOM



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Le département Risques et crises de l'IHEMI met en place un cycle de formation anticipation dans le cadre des travaux menés par le Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN) relatives à l'anticipation opérationnelle.

Cette formation courte, d'une durée de quatre jours, fournira aux décideurs les éléments clés pour la mise en place d'un pôle anticipation en temps de crise. Cette fonction au sein de la cellule de crise facilitera sa prise de décision et la compréhension des conséquences des événements.

Objectifs

- Permettre au décideur en cellule de crise d'intégrer l'anticipation dans sa gestion.
- Instaurer une fonction de « facilitateur » dédié à l'anticipation au sein de sa salle de gestion de crise.
- Travailler sur le management et le processus de décision.

Organisation

Thématiques abordées :

- définition, limites et enjeux de l'anticipation ;
- l'anticipation, solution aux biais cognitifs ?
- outils et méthodes d'anticipation ;
- exercices de mise en pratique de l'anticipation ;
- retours d'expérience (RETEX).

Publics

20 participants comprenant des membres de l'autorité préfectorale, des directeurs des sécurités, directeurs des administrations territoriales et des chefs SIDPC.

**Certificat
de réalisation**



Formations des cadres de l'État

P.38

Cycle des hautes études du ministère de l'Intérieur

P.39

Cycle supérieur Ariane

P.40

Cycle supérieur d'Intelligence artificielle (CSIA)

P.41

Séminaire Tour extérieur des administrateurs de l'État

P.42

Référents en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale

P.43

Séminaire d'études et de réflexion

P.44

Journées d'études et de réflexion numériques

P.45

Les Matinales numériques

P.46

Les Méridiennes

P.47

Les Nocturnes

P.48

Préfets et procureurs

P.49

Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau I (CSET I)

P.50

Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau II (CSET II)

P. 51

Les RETEX

P.52

Chaîne de commandement territorial (CCT)

P.53

Communication de crise et media training

P.54

Formation au profit de l'École de Guerre

P.55

Formation au profit de l'INSP





Cycle des hautes études du ministère de l'Intérieur



Formation annuelle



1 an | 3 à 4 jours par mois de septembre à juin
238 heures



Candidature

Désignation par les directions d'emploi



Admission

Validation par un comité de sélection de l'IHEMI présidé par un préfet



Tarifs

Communiqués aux services concernés



Lieu

Fort de Charenton (Maisons Alfort) ou École militaire (Paris) et déplacements à l'étranger



Contact

depform-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 57 44 07 99

Destinée à des cadres supérieurs à haut potentiel sélectionnés par les directions générales, cette formation diplômante permet aux auditeurs de suivre un cursus de plusieurs séminaires de haut niveau et implique la réalisation et la soutenance d'une étude individuelle stratégique et prospective (rapport individuel d'expertise - RIE).

Objectifs

- Dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC), capitaliser des connaissances et échanger sur des thématiques ayant des conséquences sur l'évolution des carrières et la modernisation du ministère de l'Intérieur.
- Réaliser une étude stratégique et prospective alimentant les réflexions en cours dans les directions générales, au profit de leur adaptation aux problématiques structurelles et conjoncturelles auxquelles est confronté le ministère de l'Intérieur.
- Acquérir une ouverture sur l'international afin de s'inspirer des bonnes pratiques et des modèles étrangers.

Organisation

- Interventions de conférenciers et experts du ministère de l'Intérieur, d'autres ministères, d'institutions publiques et du secteur privé.
- Immersion dans plusieurs pays européens ou extra-européens, à l'occasion de voyages d'études dont certains seront partagés avec la session nationale Sécurité et justice.

Publics

Une vingtaine d'auditeurs désignés par les directions référentes : DEMATES, DGNP, DGGN, DGSCGC, IGA et armée de Terre, ainsi que par d'autres services ou pays étrangers au titre du rayonnement.

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré par arrêté ministériel (parution au Journal officiel)

Cycle supérieur Ariane

 **Formation annuelle**

 **1 an** | 8 séminaires de septembre à juin
147 heures



Candidature

Désignation par les directions générales du ministère de l'Intérieur



Admission

Approbation par l'IHEMI



Tarifs

Communiqués aux services concernés



Lieu

Fort de Charenton (Maisons Alfort), École militaire (Paris)
Rome (voyage d'étude) et ENSP (Saint-Cyr-au-Mont d'Or)



Contact

depform-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 57 44 07 99

Le cycle supérieur Ariane est un programme destiné aux cadres féminins à haut potentiel du ministère de l'Intérieur. Cette formation délivre des ressources supplémentaires en management, afin de renforcer leur ambition professionnelle. Outre les séminaires et les séances de coaching, elle comprend également la rédaction d'un rapport collectif.

Les auditrices sont sélectionnées à parts égales entre les deux stades d'avancement de carrière (premier et deuxième tiers), désignation concernant les commissaires de police, les officiers supérieurs de gendarmerie et des sapeurs-pompiers, l'encadrement supérieur de l'État y compris les DDI et l'IGA, ainsi qu'au moins une auditrice d'un service étranger au titre du rayonnement.

Objectifs

- Promouvoir l'égalité entre les cadres féminins et masculins, et faciliter à ces premières l'accès aux grades sommitaux du ministère de l'Intérieur
- Renforcer le leadership, les compétences managériales et l'affirmation de soi.
- Créer un réseau entre auditrices issues des différentes directions du ministère de l'Intérieur, et des services étrangers.
- Alimenter les réflexions par la rédaction d'une étude collective traitant d'une thématique de management ou de RH, déclinable au sein du ministère, en s'inspirant notamment des bonnes pratiques du secteur privé.

Organisation

Séminaires co-organisés par l'IHEMI et l'ENSP (École nationale supérieure de police) de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

Depuis l'année 2022-2023, l'ingénierie pédagogique du cycle Ariane est co-produite avec la MIST (Mission innovation, simplification et transformation) du Secrétariat général du ministère de l'Intérieur.

Publics

Une vingtaine d'auditrices.

Diplôme d'auditrice de l'Institut

Titre d'auditrice conféré par arrêté ministériel (parution au Journal officiel)

Cycle supérieur d'Intelligence artificielle (CSIA)



Formation annuelle



10 jours | septembre > juin
91 heures



Candidature

Désignation par
les directions générales
du ministère de l'Intérieur
du ministère des Armées
du ministère de la Justice
du ministère de l'Économie,
des Finances et de la Relance
du ministère de la
Transition écologique
du ministère de
l'Enseignement supérieur, de la
Recherche et de l'Innovation
...



Tarifs

1 000 € pour les agents
du ministère de l'Intérieur
et les ministères partenaires
(Armées, Justice)
1 500 € pour les agents
des autres ministères



Lieu

Ile-de-France/
un déplacement international



Contact

csia@interieur.gouv.fr

Le cycle supérieur d'Intelligence artificielle permet aux hauts cadres du ministère de l'Intérieur et à ceux d'autres ministères de s'ouvrir à la conduite de projets et à la veille stratégique en matière d'intelligence artificielle. Cette formation offre aux participants l'opportunité d'échanger avec de grands spécialistes français sur l'intelligence artificielle, et de créer, au sein de l'administration publique, une véritable communauté d'échanges.

Objectifs

- Appréhender l'impact de l'intelligence artificielle dans la société et se former à ses mécanismes.
- Sensibiliser aux risques et opportunités du développement de l'intelligence artificielle pour les politiques publiques et la sécurité intérieure.
- Concevoir une analyse de la coopération territoriale et internationale.
- Favoriser la coopération européenne en matière d'intelligence artificielle.

Organisation

- 9 modules à thème de septembre à juin.
- Voyage en Europe sur 4 jours dans la cadre d'une coopération en matière d'intelligence artificielle.

Publics

Jusqu'à 25 cadres, dont la moitié du ministère de l'Intérieur, et l'autre moitié d'autres ministères.

Diplôme d'auditeur de l'Institut

Titre d'auditeur conféré
par arrêté ministériel
(parution au Journal
officiel)

Séminaire Tour extérieur des administrateurs de l'État

EN PARTENARIAT AVEC



Formation courte



**2 jours | juin
1 séminaire par an**



Candidature

Liste des auditeurs
communiquée directement
à l'IHEMI par la Sous-
direction du recrutement
et de la formation du
ministère de l'Intérieur



Tarifs

Communiqués aux
services concernés



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

securite-justice-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 44 42 48 74

Depuis 2018, le département Sécurité et justice organise un séminaire sur commande de la sous-direction du recrutement et de la formation (SDRF) du ministère de l'Intérieur. Cette formation vise à approfondir les connaissances des candidats et ouvrir leur réflexion, sur les grands enjeux actuels de sécurité et de justice, dans la perspective du concours interne.

Objectif

Apporter un éclairage spécifique sur l'actualité des sujets de sécurité et de justice aux candidats au « Tour extérieur » des administrateurs de l'État.

Organisation

Deux journées et demie de formation composées de conférences et tables rondes animées par des hauts fonctionnaires, des officiers supérieurs de la police nationale et de la gendarmerie nationale et des universitaires.

Publics

Une cinquantaine de candidats au « Tour extérieur » des administrateurs de l'État.

**Attestation de
formation de l'Institut**

Référents en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale



Formation courte



**10 jours | 2 x 5 jours consécutif
70 heures**

EN PARTENARIAT AVEC



Candidature

Les officiers, sous-officiers et fonctionnaires admis à suivre le cycle sont sélectionnés par leur direction générale respective



Tarifs

Communiqués aux services concernés



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

securite-economique-
ihemi@interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 72

La Gendarmerie nationale et la Police nationale effectuent des missions de sécurité publique générale, de prévention des troubles à l'ordre public, de police judiciaire, de sécurité routière et de coopération internationale.

Largement ouvertes sur la société civile, ces deux institutions contribuent très largement à la politique publique de sécurité économique, laquelle est devenue une priorité gouvernementale depuis la publication du décret 2019-206 en date du 20 mars 2019. Leur implantation territoriale respective leur permet d'assurer la protection des personnes et des biens de manière préventive et répressive et d'agir également dans le domaine économique en renforçant la protection des entreprises face aux menaces dont elles sont l'objet.

Ce cycle se fixe pour objectifs de former les référents en intelligence économique de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale en leur apportant les clés de compréhension et les outils méthodologiques utiles à la sensibilisation des acteurs économiques dans ce domaine.

Objectif

Fournir des outils méthodologiques destinés à la diffusion de la culture de la sécurité économique dans les unités opérationnelles.

Publics

Une quarantaine d'auditeurs, parmi des :

- officiers et sous-officiers de la Gendarmerie nationale ayant qualité de référents sécurité économique et protection des entreprises (référents SEcoPE) ;
- fonctionnaires du Service central du renseignement territorial (SCRT) ou d'un service départemental du renseignement territorial exerçant les fonctions de référent en intelligence économique.

**Attestation de
formation de l'Institut**

Séminaires d'études et de réflexion



Formation courte



2 séminaires par an | modules indépendants
1 journée



Candidature

Sur invitation



Admission

Validation par l'IHEMI



Tarifs

Gratuit



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

strategie-ihemi@
interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 23

Ces séminaires d'études et de réflexion (SER), introduits par une haute autorité du cabinet ou du secrétariat général du ministère de l'Intérieur, sont réservés exclusivement à l'autorité préfectorale et aux membres de l'Inspection générale de l'Administration. Deux séminaires sont organisés en 2024. Le premier séminaire traite la question de la lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé. Le second séminaire aborde le sujet du management.

Objectifs

- Contribuer à la formation continue des membres de l'autorité préfectorale.
- Identifier les bonnes pratiques du terrain.
- Renforcer la communication et la cohésion du corps préfectoral.

Organisation

- Les SER se déroulent en présentiel sur une journée complète de formation, de 9h30 à 16h00.
- Les auditeurs bénéficient de plusieurs interventions d'experts de terrain, de hauts responsables d'administration centrale, et de hauts cadres du secteur privé partageant leur vision stratégique et leurs retours d'expérience. Ces interventions sont suivies de tables rondes et d'échanges entre participants et intervenants.

Publics

Membres de l'autorité préfectorale et de l'Inspection générale de l'Administration.

Journées d'études et de réflexion numériques



Formation courte



4 par an | modules indépendants
1 demi-journée



Candidature

Sur invitation



Admission

Validation par l'IHEMI



Tarifs

Gratuit



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

strategie-ihemi@
interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 23

Les Journées d'études et de réflexion numériques (JER) sont des séminaires réservés aux cadres dirigeants du ministère de l'Intérieur qui participent à l'élaboration de la réflexion prospective et stratégique du ministère. Regroupant les autorités préfectorales et les hauts cadres de la sécurité intérieure pour une demi-journée de formation sur un thème spécifique, les JER numériques contribuent à la consolidation des savoirs des hauts fonctionnaires du ministère et à la résilience de l'administration face aux constantes évolutions dans le secteur des affaires intérieures et de la sécurité intérieure.

Objectifs

- Élaborer des recommandations prospectives et stratégiques sur des thématiques clés pour le ministère.
- Identifier les bonnes pratiques pouvant remonter du terrain.
- Produire des notes de réflexion.

Organisation

- Les JER se déroulent sur une demi-journée, de 9h30 à 12h30. Les invités ont le choix entre une participation en visioconférence ou en présentiel à l'Ecole militaire.
- Les auditeurs bénéficient de plusieurs interventions d'experts de terrain, de hauts responsables d'administration centrale, et de hauts cadres du secteur privé partageant leur vision stratégique sur un thème majeur. Ces interventions sont suivies de tables rondes et d'échanges entre participants et intervenants.

Publics

Corps préfectoral et cadres dirigeants du ministère en poste en administration centrale ou territoriale, ou au sein des directions départementales interministérielles.

Les Matinales numériques



Formation courte



Une par mois

De 9h00 à 10h00 en visioconférence



Candidature

Sur invitation



Admission

Validation par l'IHEMI



Tarifs

Gratuit



Contact

strategie-ihemi@
interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 23

Les Matinales sont des séries de conférences d'une heure animées par un spécialiste sur des thématiques intéressant le ministère de l'Intérieur. Trois nouveaux cycles de formations sont proposés aux autorités préfectorales et aux hauts fonctionnaires en 2024. Le premier cycle porte sur les polices administratives, le deuxième sur la cybersécurité et le troisième sur la lutte contre les atteintes à l'environnement.

Objectifs

- Donner une appréhension globale d'un sujet d'actualité.
- Sensibiliser le plus grand nombre de décideurs.

Organisation

Les Matinales sont organisées en visioconférence.

Publics

Corps préfectoral et cadres dirigeants du ministère en poste en administration centrale ou territoriale, ou au sein des directions départementales interministérielles.

Préfets et procureurs

EN PARTENARIAT AVEC



Formation courte



2 jours | 8 modules par an



Candidature

Sur sélection de la SDRF
du ministère de l'Intérieur
et l'École nationale
de la magistrature



Tarifs

Communiqués aux
services concernés



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation, fruit d'une coopération avec la sous-direction du recrutement et de la formation du ministère de l'Intérieur et l'École nationale de la magistrature, réunit depuis 2010 des préfets et des procureurs de la République sur la thématique de la gestion de crise et de la prise de décision dans l'incertitude. Les thématiques liées au leadership de crise, à la prise de décision dans l'incertitude et à la complexité du management de crise sont notamment évoquées.

Objectifs

Travailler en alternant entre théorie, partage de bonnes pratiques, outils et kit réflexes, et plusieurs mises en situation :

- le management et la prise de décision en situation sensible ;
- la communication de crise ;
- le bon positionnement stratégique du préfet ;
- la connaissance fine du rôle du préfet et du procureur en gestion de crise et de sa relation avec les acteurs mobilisés ;
- la relation entre le préfet et le procureur en crise.

Organisation

2 exercices + media training

Modules théoriques : vers une culture commune de gestion et de communication de crise.

Deux mises en situation :

- exercices de crise avec pression médiatique et media training ;
- débriefing et identification des bonnes pratiques.

Publics

6 préfets et 4 procureurs de la République maximum.

**Certificat
de réalisation**

Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau I (CSET I)



Formation courte



2 jours | 4 modules proposés par an



Candidature

Sur sélection SDRF du
ministère de l'Intérieur



Tarifs

Validation annuelle
par un comité SDRF
- ENM - IHEMI



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Ces sessions de formation de deux jours au profit des directeurs de cabinet et des sous-préfets d'arrondissement visent à former sur la prise en compte de l'humain en situation de crise, le processus de prise de décision en situation sensible/de crise, la circulation de l'information et l'organisation d'une cellule de crise.

Objectifs

Cette formation est destinée aux directeurs de cabinet en préfecture, ainsi qu'au sous-préfets d'arrondissement. Grâce à une alternance entre théorie, partage de bonnes pratiques, la diffusion d'outils et de kit réflexes, et plusieurs mises en situation, il s'agit de travailler :

- le management en situation de crise ;
- la communication de crise ;
- le fonctionnement du COD et la connaissance des acteurs mobilisés ;
- la circulation d'informations au sein du COD et la remontée d'informations au Préfet pour aider à la prise de décision.

Organisation

Plongés en immersion lors d'exercices de crise, les auditeurs mettent en pratique les outils, bonnes pratiques et réflexes développés lors des ateliers théoriques. Ils testent notamment leur processus de prise de décision dans l'incertitude, leur positionnement dans la cellule et au milieu des acteurs mobilisés, leur management d'équipe et leur communication en situation tendue ou sensible.

Publics

Directeurs de cabinet et sous-préfets d'arrondissement. Entre 12 et 20 auditeurs par session.

**Certificat
de réalisation**

Cycle supérieur d'Études territoriales de niveau II (CSET II)



Formation annuelle



1 an | 5 modules de 2 jours



Candidature

Sur sélection SDRF du
ministère de l'Intérieur,
DGGN et DGPN



Tarifs

Communiqués aux
services concernés



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Développée en 2017, cette formation annuelle axée sur le management en situation de crise est à destination des hauts fonctionnaires accédant pour la première fois à un emploi fonctionnel (sous-directeurs, sous-préfets d'arrondissement, directeurs de cabinet, secrétaires généraux de préfecture, commissaires divisionnaires de la Police nationale et colonels de la Gendarmerie nationale).

Objectifs

Organisés autour des cinq modules :

- la construction des conditions de la résilience (le diagnostic, la constitution d'un réseau de partenaires et d'une équipe en interne) ;
- l'affirmation d'un leadership (donner du sens à l'action et représenter l'Etat) ;
- la communication en situation tendue (préparer les messages adaptés, prendre la parole, s'exprimer devant les médias) ;
- la prise de décisions dans l'incertitude (l'acceptation du risque d'erreur, la gestion du stress) ;
- le retour d'expérience et la dynamique de lancement d'un plan d'actions à partir des enseignements tirés.

Organisation

Exercices de gestion de crise + ateliers de prise de parole devant les médias en situation de crise ou sensible.

Publics

30 auditeurs par promotion.

**Certificat
de réalisation**

Les RETEX



Formation courte



4 fois par an | modules indépendants



Candidature

Sur invitation



Admission

Validation par l'IHEMI



Tarifs

Gratuit



Lieu

Cercle national des Armées



Contact

strategie-ihemi@

interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)6 47 47 27 23

L'IHEMI envisage d'organiser quatre nouvelles sessions de retours d'expérience (RETEX) au profit exclusivement des préfets. Ces RETEX dressent une description de la crise, l'organisation de la gestion de crise, les enseignements tirés de la crise et les propositions des préfets participants.

Objectif

- Effectuer un bilan de l'évènement.
- Identifier les bonnes pratiques appliquées à une situation.
- Renforcer la communication et la cohésion entre les préfets d'administration territoriale.

Organisation

- 10 participants par RETEX.
- Toute la journée avec arrivée la veille pour un dîner entre préfets.

Publics

Préfets en poste en administration territoriale

Chaîne de commandement territorial (CCT)



Formation courte



2 jours | Jusqu'à 10 modules proposés par an



Candidature

Sur sélection du ministère de l'Intérieur : SDRF, DGGN, DGPN, DGSCGC, EOGN du ministère de la Santé et du ministère de la Transition écologique et solidaire



Tarifs

Communiqués aux institutions partenaires



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Cette formation, organisée depuis 2006, est à destination de l'équipe préfectorale et de l'ensemble des services mobilisés en centre opérationnel départemental (COD) lors d'une crise.

Objectif

Travailler en alternant entre théorie, partage de bonnes pratiques, outils et kit réflexes, et plusieurs mises en situation :

- la circulation d'informations au sein du COD et la remontée d'informations au décideur pour aider à la prise de décision ;
- la compréhension du positionnement du COD par rapport aux échelons opérationnels/stratégiques ;
- la communication de crise ;
- le fonctionnement du COD et la connaissance des acteurs (savoir-faire et savoir-être interservices).

Organisation

Deux exercices + media training

Modules théoriques : vers une culture commune de gestion et de communication de crise.

Deux mises en situation :

- exercices de crise avec pression médiatique et media training ;
- débriefing et identification des bonnes pratiques.

Publics

Entre 15 et 20 auditeurs par session

**Certificat
de réalisation**

Communication de crise et media training



Formation courte



1 à 2 jours



Candidature

Session sur mesure organisée à la demande par la DICOM, le SIG ou les Préfectures



Tarifs

Validés annuellement par un comité de pilotage avec la DICOM du ministère de l'Intérieur



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr
Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

En relation étroite avec la direction de la communication (DICOM) du ministère de l'Intérieur et du service d'information du gouvernement (SIG), des modules de formation en communication de crise et en media training sont proposés au bénéfice :

- des préfectures ;
- des communicants de préfecture ;
- des directions de la communication des ministères demandeurs ;
- des cabinets ministériels.

Un module communication de crise est également proposé lors du séminaire annuel des communicants de préfecture.

Objectif

- Décrypter le processus de médiatisation des crises, appréhender les attentes de la population, comprendre le fonctionnement des médias.
- Comprendre les caractéristiques de l'opinion et identifier les facteurs de risque d'opinion.
- Définir et mettre en place une stratégie de communication de crise.
- Les réseaux sociaux en temps de crise : comprendre leurs clés de fonctionnement.
- Se préparer à une interview: règles de base, maîtrise de la parole, de son discours.
- Élaborer des messages clés adaptés à la diversité des publics cibles.
- Faire face à tous types de questions.

Organisation

Ces formations s'organisent en deux temps :

- apports théoriques et kits réflexes de communication de crise : comprendre les enjeux et les principes de communication en situation tendue ;
- mise en pratique et media training.

Publics

Cabinets ministériels, préfets et leurs équipes, communicants des différents ministères, porte-paroles, équipes dirigeantes, etc.

**Certificat
de réalisation**

Formation au profit de l'École de Guerre



Formation courte



De 1 à 3 modules | 1 session par an



Candidature

Inscription via l'École de Guerre



Tarifs

Validés annuellement par un comité de pilotage avec l'École de Guerre



Lieu

École militaire (Paris)



Contact

formation-drc-ihemi@interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Dans le cadre du module d'approfondissement « sécurité intérieure » dispensé aux promotions de l'École de Guerre, l'IHEMI, organise un programme de formation et de réflexion spécifique.

Objectifs

En abordant les questions du risque et de la gestion des crises cette formation met en exergue le rôle du chef dans un contexte de prise de décision dans la crise.

Organisation

Sous la forme de conférences, de tables rondes, de visites de salles opérationnelles et d'exercices de crise, les thèmes suivants sont développés selon les années et les besoins exprimés :

- définition de la crise et gestion d'une crise d'ampleur ;
- gestion de l'humain ;
- droit de la crise ;
- gestion de crise en Outre-mer et à l'international ;
- gestion de crise dans le privé ;
- gestion de crise dans le domaine de la sécurité civile ;
- gestion de crise en département ;
- gestion d'une crise cyber.

Exercices de mise en situation : entre 1 et 3 exercice de crise, avec conférences de presse.

Publics

Entre 30 et 35 auditeurs.

**Certificat
de réalisation**

Formation au profit de l'INSP



Formation courte



3 jours | 3 sessions de formation proposées par an

INSP

Institut national
du service public



Candidature

Tronc commun de la
formation annuelle de l'INSP

Inscription

Inscription pour les étudiants
de l'INSP, selon leurs cursus,
via la direction de l'INSP



Tarifs

Communiqué à notre
partenaire l'INSP



Lieu

INSP (Strasbourg)



Contact

formation-drc-ihemi@
interieur.gouv.fr

Tél : +33 (0)1 76 64 89 87

Des formations en gestion et communication de crise au profit de la nouvelle promotion de l'Institut national du service public, mais aussi du cycle international long (CIL) et du cycle international de perfectionnement.

Fortement axée sur la mise en pratique et la diffusion de bonnes pratiques en communication et gestion de crise, elle est organisée autour d'exercices de crise et d'atelier de mises en situation.

Objectifs

Grâce à une alternance entre théorie et plusieurs mises en situation, il s'agit de travailler :

- le management et la prise de décision en situation sensible ;
- la circulation d'informations entre les acteurs mobilisés ;
- la prise en compte de l'humain en gestion de crise (compétences non technique) ;
- la communication de crise ;
- le bon positionnement stratégique de la cellule de crise.

Organisation

Exercices de mise en situation : 6 exercices de crise sur 2 jours, avec conférences de presse.

Publics

Entre 30 à 100 auditeurs (promotion annuelle de l'INSP).

**Certificat
de réalisation**

05 Partenariats

Académie du renseignement (ACADRE)
 Action contre la cybermalveillance (ACYMA)
 Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)
 Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
 Ambassade d'Italie en France
 Ambassade d'Espagne en France
 Ambassade d'Inde en France
 Ambassade de Tunisie en France
 Assemblée nationale
 Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD)
 Association pour la gestion des assistants de sénateurs (AGAS)
 Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP)
 Centre d'analyse et de lutte contre les atteintes aux élus (CALAE)
 Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du MEAE
 Centre européen de recherche nucléaire (CERN)
 COMCYBER-MI
 Centre du renseignement olympique (CRO)
 Centre national de commandement stratégique (CNCS)
 Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
 Centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (CRIAVS)
 Centre de Droit et d'Economie du Sport (CDES)
 Cercle national des Armées (CNA)
 Club des directeurs de sécurité et de sûreté des entreprises (CDSE)
 Club des officiers de sécurité (COS)
 COMCYBER-MI
 Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR)
 Commandement pour l'environnement et la santé (CESAN)
 Commandement Terre pour le territoire national (COM TN)
 Commission européenne
 Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS)	Direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC)
Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)	Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)
Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT)	Direction générale de la sécurité intérieure (DGSi)
Coordination nationale pour la sécurité des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et pour les grands événements sportifs internationaux (COJO)	Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)
Cycle des hautes études de la culture (CHEC)	Direction générale des étrangers en France (DGEF)
Cycle supérieur du développement durable (CSDD)	Direction générale des Outre-mer (DGOM)
Croix rouge française (CRF)	Direction du programme interministériel sur l'identité numérique
Défenseur des droits	École AgroParisTech
Délégation interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et aux grands événements sportifs (DIJOP)	École de formation des barreaux de la Cour d'Appel de Paris (EFB)
Délégation à l'information et à la communication (DICOM)	École de guerre
Délégation à la sécurité routière (DSR)	École nationale de la magistrature (ENM)
Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH)	École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP)
Délégation interministérielle d'aide aux victimes (DIAV)	École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)
Délégation ministérielle aux partenariats, aux stratégies et aux innovations de sécurité (DPSIS)	École nationale supérieure de police (ENSP)
Direction du management de l'administration territoriale et de l'encadrement supérieur (DMATES)	École nationale supérieure des officiers des sapeurs-pompiers (ENSOSP)
Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD)	École militaire
Direction de la coopération internationale de sécurité (DCIS)	École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN)
Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ)	École militaire
Direction de l'administration pénitentiaire (DAP)	Etat-major des Armées
Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG)	État major de l'armée de terre (EMAT)
Direction des affaires européennes et internationales (DAEI)	Fédération française des centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (FFCRIAVS)
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ)	Fédération Française de Rugby (FFR)
Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (MINARM DRSD)	France Télévisions
Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN)	Francopol
Direction générale de la police nationale (DGPn)	GIP France 2023
	Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN)
	Groupe KEOLIS
	Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE)
	Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe (IHEDATE)

Institut des hautes études des métropoles (IHEDM)	Office central de lutte contre le travail illégal (OCLTI)
Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN)	Office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF)
Institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF)	Paris 2024
Institut des hautes études du monde religieux (IHEMR)	Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale (PJGN)
Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST)	Préfecture de police de Paris
Institut national du service public (INSP)	Préfecture de la région Île-de-France
Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN)	Réseau des écoles de service public (RESP)
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI)	Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)
Ministère de la Justice	Sénat
Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires	Service d'information du gouvernement (SIG)
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	Service de l'information stratégique et de la sécurité économique (SISSE)
Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques	Service national de police scientifique (SNPS)
Ministère de la santé et de la prévention	Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM)
Mission des cadres dirigeants (MCD)	Skema Business School
Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA)	Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (Tracfin)
Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF)	Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT)
Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie (EPMO)	Aix-Marseille Université
Musée du Louvre	Université de Lorraine
Observatoire français des drogues et de la toxicomanie (OFDT)	Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Office central de lutte contre les atteintes de à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP)	Université Paris-Descartes
Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (OCLCH)	
Office anti-cybercriminalité (OFAC)	
Office anti-stupéfiants (OFAST)	
Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH)	
Office central pour la répression des violences aux personnes (OCRVP)	
Office de lutte contre le trafic illicite de migrants (OLTIM)	

Édité par l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur
(IHEMI)

Conception et réalisation :
Bureaux communication et infographie de l'IHEMI

Crédits photos :
© IHEMI (p. 4-5, 7, 15, 22, 24-25, 27)
© Vincent Nicolas on Unsplash (p. 12-13)
© dragonstock - stock.adobe.com (p. 36-37)

2024



Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur

Adresse postale

IHEMI - École militaire - case 39 - 1, place Joffre
75700 Paris SP 07

Adresses opérationnelles

École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris
Fort de Charenton - 94706 Maisons-Alfort
Tél. : +33(0)1 76 64 89 00



www.ihemi.fr